

BILLET DE BLOG 22 janvier 2026

Accélérer les investissements dans les énergies renouvelables dans les économies en développement : vers une coopération renforcée entre l'UE et la Chine

Auteur

Hélène Van Rossum

Responsable de recherche sur la diplomatie et les politiques pour le climat

🕒 Temps de lecture: 8 min



À Davos, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a souligné l'importance des investissements nationaux dans les énergies renouvelables et les réseaux électriques pour la sécurité énergétique européenne, tandis que le vice-Premier ministre chinois He Lifeng a mis en avant l'ambition de son pays de combler le déficit mondial en matière de production verte grâce à la coopération. En effet, le déploiement mondial des énergies propres est considéré comme ayant atteint un point de bascule, sous l'impulsion d'une croissance rapide en Chine, dans l'Union européenne (UE) et aux États-Unis. Cependant, cela masque d'importantes disparités, et les énergies propres restent chroniquement sous-financées en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. L'UE et la Chine, grâce à leurs investissements à l'étranger et à leur aide publique au développement, ont un rôle clé à jouer pour combler ce manque. Une approche coordonnée à l'égard des pays tiers, alignée sur les besoins de ces pays, pourrait contribuer à la coopération entre l'UE et la Chine en matière de changement climatique, conformément à l'engagement pris

par leurs dirigeants respectifs le 24 juillet 2025 d'« accélérer le déploiement mondial des énergies renouvelables et de faciliter l'accès à des technologies vertes de qualité, afin qu'elles soient disponibles, abordables et bénéfiques pour tous les pays, y compris les pays en développement ». Dans une nouvelle *Étude* (Iddri, 2026), réalisée dans le cadre de dialogues informels entre des experts et des think tanks chinois, européens et de pays tiers, l'Iddri analyse les progrès et les lacunes en matière d'augmentation de la capacité mondiale en énergies renouvelables, examine les facteurs favorables et les obstacles dans les économies en développement, présente le rôle actuellement joué par les investissements européens et chinois à l'étranger et propose quelques perspectives pour une meilleure coordination entre l'UE et la Chine.

Traiter les disparités mondiales en matière d'investissements et de déploiement dans les énergies renouvelables

La Chine à elle seule devrait représenter 60 % de l'expansion de la capacité mondiale en énergies renouvelables d'ici 2030, suivie par les États-Unis et l'Union européenne, et dans une moindre mesure par l'Inde. Si ces tendances sont encourageantes, les énergies propres sont en réalité sous-financées en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, où les progrès ont été marginaux au cours des dix dernières années ; par exemple, l'Afrique subsaharienne ne représentera que 2,3 % de la capacité mondiale installée en 2024.

Même si l'objectif de tripler les énergies renouvelables à l'échelle mondiale d'ici 2030 peut être atteint sans remédier à ces disparités, l'Accord de Paris sur le climat visait à créer les conditions pour que la nouvelle économie verte profite à tous et permette le développement durable des pays en développement, notamment grâce à un meilleur accès à l'énergie, à une industrialisation verte et à d'autres objectifs socio-économiques. Or l'absence ou la faiblesse de redistribution de bénéfices plus équitables peut accroître la fragmentation géopolitique, menacer la stabilité économique mondiale et empêcher les pays d'atteindre leurs objectifs de développement et de nouer des partenariats mutuellement avantageux. Le déploiement des énergies renouvelables dans les économies en développement souffre de lacunes dans la coordination des investissements directs étrangers entre les bailleurs de fonds, les acteurs du secteur privé et d'autres investisseurs, ainsi que de problèmes tels que le coût élevé du capital, le manque d'investissements dans les infrastructures de réseau et l'absence d'un environnement politique favorable ; autant d'obstacles qui pourraient être levés par l'intermédiaire d'une meilleure coordination entre la Chine et l'UE.

Stratégies d'investissement et complémentarités entre l'UE et la Chine

Les investissements énergétiques chinois à l'étranger ont évolué après la décision de mettre fin à la participation de la Chine dans de nouvelles centrales à charbon. Ainsi, 69 % de la capacité de production à l'étranger sont consacrés à l'énergie solaire, éolienne et hydraulique en 2022-2023, contre 13 % en 2000-2021. Cela masque toutefois une baisse globale des investissements chinois. Depuis 2023, la Chine a prudemment renouvelé ses investissements à l'étranger, tout en passant d'investissements à grande échelle dans les infrastructures énergétiques à une stratégie « petite et belle », axée sur le déploiement de solutions énergétiques plus petites et plus flexibles, capables d'atteindre les communautés isolées ou hors réseau, à un coût moindre et entraînant moins de pollution locale. Les investissements de l'UE dans le déploiement des énergies renouvelables dans les économies en développement sont largement antérieurs au programme Global Gateway, le soutien à ces technologies remontant à 2010. Le Global Gateway fournit à l'UE un cadre et une stratégie pour investir dans des projets sur les marchés émergents et dans les pays en développement. Un programme de financement spécifique a été annoncé en octobre 2025 pour financer des projets dans plusieurs pays d'Afrique dans les domaines du transport, de l'électrification et de la production d'énergie renouvelable.

Les banques publiques chinoises, en particulier la Banque chinoise de développement (CDB) et la Banque chinoise d'import-export (EXIM), sont d'importants bailleurs de fonds dans le domaine de l'énergie. Cependant, les investissements chinois sont de plus en plus motivés par des considérations commerciales, l'EXIM, la CDB et les entreprises publiques cédant du terrain aux banques commerciales et aux investisseurs du secteur privé, tels que la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), qui acquièrent de l'expérience. Du côté de l'UE, le programme Global Gateway vise à mieux coordonner l'utilisation des instruments financiers extérieurs de l'UE, y compris les bailleurs de fonds pour le développement et les partenaires du secteur privé. Alors que les banques politiques chinoises ont historiquement fourni un financement public important principalement pour des projets à grande échelle (dont la construction et l'exploitation sont généralement assurées par des entreprises chinoises), en particulier de grands projets hydroélectriques, les parties prenantes de l'UE ont financé à la fois des projets à grande échelle et des projets de petite et moyenne envergure, dans le but de catalyser les investissements du secteur privé. La Chine et l'UE investissent toutes deux dans des fonds destinés au déploiement d'énergies propres et dans des infrastructures énergétiques, par exemple par le biais du Fonds de la Route de la soie pour la Chine et de la Banque européenne d'investissement (BEI), des investissements directs à l'étranger et d'initiatives thématiques pour l'UE.

Cette analyse montre le potentiel de complémentarité entre les stratégies d'investissement européennes et chinoises. Par exemple, les grands entrepreneurs chinois dans les domaines de la finance et de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction, soutenus par la grande compagnie d'assurance publique chinoise, associés aux outils financiers de l'UE qui agissent comme un catalyseur pour le secteur privé, avec de multiples instruments de réduction des risques, peuvent accélérer les investissements dans l'industrialisation verte et améliorer l'accès à l'énergie propre dans les économies en développement, parallèlement à des mesures telles que le renforcement des capacités institutionnelles ou la restructuration de la dette, si nécessaire.

Options pour une coordination renforcée entre l'UE et la Chine

L'*Étude* de l'Iddri a permis d'identifier des options pour une coordination renforcée entre l'UE et la Chine dans les pays en développement. Ces options ont été discutées lors d'un dialogue organisé en octobre 2025 à Suzhou, en Chine, avec des experts européens et chinois, des universitaires, des *think tanks*, des représentants du secteur privé et des experts de pays tiers venant d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine.

L'UE et la Chine pourraient :

- soutenir des instruments, tels que les plateformes pays, afin d'améliorer la coordination de leurs investissements et d'obtenir des effets catalyseurs, notamment pour mobiliser les financements du secteur privé ;
- établir des partenariats trilatéraux axés sur l'appropriation par les pays bénéficiaires afin de :
- permettre une approche holistique des systèmes énergétiques, incluant des investissements dans les réseaux et le stockage et répondant à la trajectoire prévue de la demande énergétique du pays à moyen et long terme ;
- refléter les priorités de développement, en intégrant, le cas échéant, des obligations en matière de contenu local, les stratégies d'industrialisation verte et le développement des compétences et des capacités locales ;
- élaborer des taxonomies financières durables interopérables, sur la base de la taxonomie commune UE-Chine, afin de faciliter les flux financiers transfrontaliers en faveur du déploiement des énergies propres et renouvelables ;

- recourir aux banques multilatérales de développement (BMD) pour cofinancer des projets menés par des acteurs européens et chinois afin qu'elles jouent un rôle de coordinateur neutre, contribuant ainsi à réduire les risques liés aux investissements et à respecter les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de l'UE. Les BMD disposent souvent de connaissances et d'une expertise locale qui augmentent les chances de succès des projets liés aux technologies propres.

CLIMATE**CHINA****UE****RENEWABLE ENERGY**